



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pour nos salaires, nos emplois, nos retraites... C'est le moment de se battre !

Bulletin du NPA Poste - 18 octobre 2022



La grève continue dans les raffineries et dépôts de TotalEnergies : elle a été reconduite au Havre (76), à Donges (77), la Mède (13), Feyzin (raffinerie dans le Rhône) et Flandres (59). Le gouvernement et le patronat enragent. Élisabeth Borne s'est ainsi exclamée sur TF1 : « *Il faut maintenant reprendre le travail* », alors que le patron du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux déclarait sur Radio J : « *le droit de grève a des limites.* » Mais alors que l'État a envoyé la police réquisitionner des travailleurs, les principaux syndicats ont décidé d'appeler à la grève le 18 octobre pour les salaires et la défense du droit de grève.

Passons à l'offensive !

Car c'est bien avant tout des salaires qu'il s'agit : dans un groupe qui annonçait en juillet dernier un bénéfice de 5,7 milliards de dollars au deuxième trimestre 2022, demander l'augmentation des salaires est plus que légitime !

Et cela ne concerne pas que Total et les grandes entreprises qui réalisent des « *super-profits* » : dans toutes les boîtes et dans tous les services publics, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui créent les richesses et se rendent utiles pour la société. C'est donc à nous toutes et tous de bénéficier du fruit de notre travail, pas à des profiteurs qui ne font que détenir l'outil de production ou nous donner des ordres.

Cela est d'autant plus vrai alors qu'avec la multiplication des crises, énergétique, sanitaire, écologique et géopolitique, tous les coûts de la vie augmentent : est-ce à nous de nous serrer la ceinture ? Nous qui n'avons aucun pouvoir de décision sur l'économie et les grandes orientations politiques ? Ou ne serait-ce pas plutôt aux responsables, à la classe dirigeante qui possède tout et ne contribue à rien ?

Ce qui déterminera qui, de la classe laborieuse ou des capitalistes, paiera la crise, c'est

uniquement le rapport de force. Sans rapport de force, nos revenus continuerons de stagner et notre niveau de vie de se dégrader, Macron fera passer une nouvelle augmentation de l'âge de départ à la retraite, les services publics, de la santé à l'éducation en passant par les transports, se détérioreront encore et encore... Mais en montrant notre poids et notre détermination, en bloquant le pays par une grève générale, en occupant la rue par des manifestations massives, nous pourrons mettre un coup d'arrêt à l'offensive. Mieux, nous pourrons avancer sur nos revendications et reprendre tout ce que les capitalistes nous ont volé !

Il faut un plan de bataille

Tout cela demande bien sûr bien plus qu'un secteur en grève reconductible et plus qu'une journée de grève interprofessionnelle.

Tout cela demande une date de départ commune à toutes et à tous pour débiter un mouvement qui ne s'arrêtera pas avant la victoire. L'appel de l'intersyndicale CGT-FSU-FO-Solidaires à rejoindre les raffineries le 18 octobre est bien sûr une première étape nécessaire. Tout comme la marche « *contre la vie chère et l'inaction climatique* » appelée par les partis de gauche dimanche 16 octobre, et qui a regroupé des dizaines de milliers de manifestants et manifestantes, était une bonne occasion de regrouper nos forces.

Mais il faut aller au-delà, nous regrouper sur nos lieux de travail, d'études, de vie, en assemblées générales de secteurs et interprofessionnelles pour recommencer, reconduire la grève lorsque c'est possible et organiser un plan d'action qui nous conduira jusqu'à la grève générale !

L'État c'est eux

Des chercheurs de Lille ont calculé que chaque année 157 milliards d'euros par an étaient versés par l'État aux grandes entreprises (source : Mediapart). C'est le premier poste de dépense du budget ! L'État ne sert-il qu'à défendre les riches à coup de flics et de répression ? Non, il sert aussi à les engraisser en menant directement dans nos poches !

La vérité des chiffres

Chaque année, la Poste annonce des milliers d'embauches au niveau national. Mais elle ne dit jamais combien d'emplois elle supprime en parallèle chaque année, et au final, les chiffres sont là : les effectifs de La Poste (sans les filiales) sont passés de 203 000 en 2018 à 172 000 en 2022. - 31 000 emplois en 4 ans, c'est le résultat net !

Une révocation particulièrement scandaleuse

Cela faisait un an qu'Antoine et Christophe de la CGT FAPT 14 étaient visés par une procédure de licenciement pour l'un et de révocation de la fonction publique pour l'autre, avec un dossier disciplinaire identique et fabriqué de toutes pièces. L'Inspection du travail avait refusé le licenciement d'Antoine. La Poste a fait appel de cette décision auprès du Ministère du Travail. À peine les services du Ministère avaient-ils préconisé eux aussi un refus de licenciement... que La Poste s'est empressée de signifier à Chris sa révocation la semaine dernière ! La bataille pour maintenir l'activité de Christophe dans les centres et pour sa réintégration commence, il va avoir besoin de bus toutes et tous.

L'acharnement n'a pas payé !

La Poste a lancé une procédure de licenciement contre Mohamed représentant SUD Poste 92 à Asnières pour avoir participé à une occupation du Siège de La Poste... en 2014 ! Mohamed est par ailleurs mis en examen pour les mêmes faits, aux côtés de Yann, Dalila, Gaël et Brahim. Son licenciement

avait déjà été refusé par l'Inspection du Travail, puis par le Ministère et même par le Tribunal Administratif ! La Cour d'Appel du TA a relancé toute la procédure de licenciement depuis la case départ... et l'Inspection vient de refuser à nouveau son licenciement !

Menteurs ou ils ne savent pas compter ?

Dans un récent reportage France 2, La Poste s'est permise de parler de salaires 10% au dessus du SMIC.

Mais en réalité, les postières et postiers débutants ne touchent le SMIC que « grâce » aux primes. Une factrice ou un facteur avec 15 ans d'ancienneté touche 1400 euros nets, juste en dessous de 10% de plus que le SMIC. La seule source de leur richesse, c'est l'exploitation acharnée des postières et postiers !

Comportement égotique d'un chef de centre

Johan SANNA, le chef de centre de la PIC Toulon, qui avait auparavant conduit la fermeture de la PIC de Nice, a quitté ses fonctions pour les exercer sur une autre PIC, celle de Montpellier. Mais avant de partir, il a créé une salle de jeux et lui a donné un nom... «salle de jeux Johan SANNA» ! Nous n'inventons rien, c'est la réalité !...

Blocage de la PPDC d'Ingré dans le Loiret

Mardi 18 octobre au matin, pendant que les piquets de grève se multiplient sur les centres courrier (Nantes Bretagne, Perpignan La Catalane...) les chauffeurs de bus grévistes de la société TAO sont allés prêter main forte aux postiers du centre d'Ingré, en banlieue d'Orléans, en bloquant leur centre. Les grilles du centre sont restées fermées de 5h30 à 8h00, empêchant les camions d'amener le courrier. Une action de solidarité à reproduire partout où ce sera possible, qui nous aidera à construire la grève générale.



**Nouveau Parti Anticapitaliste
secteur Poste**